

RASEF

Revue Africaine des Sciences de
l'Éducation et de la Formation

*Revue semestrielle publiée par le Réseau Africain des
Chercheurs et Enseignants-Chercheurs en
Sciences de l'Éducation (RACESE)*



N°1, Vol. 2 – Décembre 2022

ISSN: 2756-7362

01 BP 1479 Ouaga 01
Email : revueracese@gmail.com

ISSN : 2756 7362

No1, Vol. 1- Décembre 2022

**Revue semestrielle publiée par le Réseau Africain des
Chercheurs et Enseignants-Chercheurs en
Sciences de l'Éducation (RACESE)**

**Domicilee à l'École Normale Supérieure
Burkina Faso**

**01 BP 1479 Ouaga 01
Email : revueracese@gmail.com**

Numéro du dépôt légal: 22-559 du 28 /12/2022

DIRECTION DE LA REVUE

Directeur de Publication

KYELEM Mathias, Maitre de Conférences en didactique des sciences, ENS/Burkina Faso,

Directeur de Publication Adjoint

THIAM Ousseynou, Maitre de Conférences en sciences de l'éducation, FASTEF/ Université Cheikh Anta DIOP/Sénégal.

Directeur de la revue

BITEYE Babacar, Maitre-assistant en sciences de l'éducation, FASTEF/Université Cheikh Anta DIOP/Sénégal.

Directeur Adjoint de la revue

KOUAWO Achille, Maitre de conférences en sciences de l'éducation, Université de Lomé/Togo

Rédacteur en chef

POUSSOGHO Nowenkoum Désiré, Chargé de recherche en sciences de l'éducation, INSS/CNRST/Burkina Faso

Rédacteur en chef adjoint

DEMBA Jean Jacques, Maître assistant en sciences de l'éducation, École Normale Supérieure de Libreville/Gabon

Responsable d'édition numérique

DIAGNE Baba Dièye, Maître assistant en sciences de l'éducation, Université Cheikh Anta DIOP/Sénégal

Assistants à la rédaction

YAGO Iphigénie, Docteur en sciences de l'éducation, École Normale Supérieure/Burkina Faso

PEKPELI Toyi, Docteur en sciences de l'éducation, Université de Lomé/Togo

COMITÉ SCIENTIFIQUE

ABBY-MBOUA Parfait, maître de conférences en didactique des mathématiques, École Normale Supérieure (Côte d'Ivoire),

ACKOUNDOU NGUESSAN Kouamé, Professeur titulaire en didactique des disciplines, École Normale Supérieure (Côte d'Ivoire),

AKAKPO-NUMANDO Séna Yawo, Professeur Titulaire en Sciences de l'éducation, Université de Lomé (Togo),

AKOUETE HOUNSINO Florentine, Maître de Recherches en Sciences de l'Éducation, Centre béninois de la recherche scientifique et de l'innovation (Bénin),

AMOZOU-GLIKPA Amevor, Maître de Conférences, Sociologie de l'éducation, Université de Lomé (Togo),

ASSEMBE ELA Charles Philippe, Maître de Conférences CAMES, Esthétique, philosophie de l'art et de Culture, École Normale Supérieure, (Gabon),

BABA MOUSSA Abdel Rahamane, Professeur Titulaire en sciences de l'éducation, Université d'Abomey-Calavi (Bénin),

BALDE Djéneba, Professeur Titulaire en administration scolaire, Institut Supérieur des Sciences de l'éducation, (Guinée),

BATIONO Jean-Claude, Professeur Titulaire de didactique des langues Africaines et germanophone, École Normale Supérieure (Burkina Faso),

BAWA Ibn Habib, Maître de Conférences en Psychologie de l'Éducation, Université de Lomé (Togo),

BAYAMA Claude-Marie, Maître de conférences en philosophie de l'éducation, École Normale Supérieure, (Burkina Faso),

BEOGO Joseph, Maître de conférences en sciences de l'éducation, École Normale Supérieure, (Burkina Faso),

BETOKO Ambassa Marie-Thérèse, Maître de conférences en littérature francophone, École Normale Supérieure de Yaoundé (Cameroun)

BONANE Rodrigue Paulin, Maître de recherche en philosophie de l'éducation, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST/(Burkina Faso),

COMPAORE Maxime, Directeur de recherche en histoire de l'éducation, CNRST (Burkina Faso),

CONGO Aoua Carole épouse BAMBARA, Maître de recherche en Linguistique, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso)

DIALLO Mamadou Cellou, Professeur Titulaire en évaluation des programmes scolaires, Institut supérieur des sciences de l'éducation (Guinée),

DIOP Papa Mamour, Maître de Conférences en didactique de la langue et de la littérature espagnole, FASTEF, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (Sénégal),

FERREIRA-MEYERS Karen, Professeur Titulaire en linguistique, Université of Eswatini en Eswatini (Afrique Australe),

HOUEDENOU Florentine Adjouavi, Maître de Conférences en Sciences de l'Éducation, Université d'Abomey-Calavi (Bénin),

KONKOBO/KABORE Madeleine, Directrice de recherche en sociologie de l'éducation, CNRST (Burkina Faso),

KOUAWO Achilles, Maître de conférences en sciences de l'éducation, Université de Lomé (Togo),

KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire de Psychologie, École Normale Supérieure d'Abidjan

KYELEM Mathias, Maître de conférences en didactique des sciences, École Normale supérieure de Koudougou (Burkina Faso),

NAPPORN Clarisse, Maître de Conférences en Sciences de l'Éducation, Université d'Abomey-Calavi (Bénin),

NEBOUT ARKHURST Patricia, Professeure titulaire en didactique des disciplines, École Normale Supérieure (Côte d'Ivoire),

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de conférences en sciences de l'éducation, École Normale Supérieure, Libreville, (Gabon),

PARE/KABORE Afsata, Professeur titulaire en sciences de l'éducation, École Normale Supérieure (Burkina Faso),

PARI Paboussoum, Professeur Titulaire de Psychologie de l'éducation, Université de Lomé, (Togo),

QUENTIN Franck de Mongaryas, Maître de conférences en Sciences de l'éducation, École Normale Supérieure, Libreville, (Gabon)

SEKA YAPI, maître de conférences en psychologie de l'éducation, École Normale Supérieure (Côte d'Ivoire),

SOKHNA Moustapha, Professeur Titulaire en didactique des mathématiques, FASTEF Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (Sénégal),

SOMDA Minimalo Alice épouse SOME, Maître de conférences en philosophie politique et morale, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso)

SY Harouna, Professeur Titulaire en sociologie de l'éducation, FASTEF, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (Sénégal),

TCHABLE Boussanlègue, Professeur Titulaire en Psychologie de l'Éducation, Université de Kara (Togo),

THIAM Ousseynou, Maître de conférences en sciences de l'éducation, FASTEF Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal),

TONYEME Bilakani, Maître de Conférences en Sciences de l'Éducation, Université de Lomé

TOURE Ya Eveline épouse JOHNSON, maître de conférences en Psychosociologie, École Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire),

TRAORE Kalifa, Professeur titulaire en didactique des mathématiques, École Normale Supérieure (Burkina Faso),

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), École Normale Supérieure (Burkina Faso),

ZERBO Roger, Maître de recherche en Anthropologie, INSS/CNRST (Burkina Faso).

COMITÉ DE LECTURE

ABBY-MBOUA Parfait, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire ;

AMOUZOU-GLIKPA Amevor, Université de Lomé/Togo ;

ATTA Kouadio Yeboua Germain, École Normale Supérieure (ENS) d'Abidjan, Côte d'Ivoire ;

BARRO Missa, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;

BAWA Ibn Habib, Université de Lomé, Togo ;

BAYAMA Claude-Marie, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire ;

BETOKO Ambassa, École Normale Supérieure de Yaoundé/Cameroun ;

BITEYE Babacar, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal;

BITO Kossi, Université de Lomé/Togo ;

BONANE Rodrigue Paulin, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST, Burkina Faso ;

COULIBALY/BARRO Félicité, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
DEMBA Jean Jacques, École Normale Supérieure, Libreville, Gabon ;
DIABOUGA Yombo Paul, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
DIAGNE, Baba DIEYE, ENSTP, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal;
DIALLO Mamadou Thierno, Institut Supérieur des sciences de l'éducation, Guinée,
DOUAMBA Jean-Pierre, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
EDI Armand Joseph, Institut National de Jeunesse et des Sports (INJS) d'Abidjan, Côte d'Ivoire ;
ESSONO EBANG Mireille, École Normale Supérieure de Libreville, Gabon ;
GOUDENON Martine Epse BLEY, Institut National de Jeunesse et des Sports (INJS) d'Abidjan, Côte d'Ivoire ;
GUEDELA Oumar, École Normale Supérieure de l'Université de Maroua/Cameroun ;
GUIRE Inoussa, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST/Burkina Faso
HONVO Camille, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) d'Abidjan, Côte d'Ivoire ;
KOUAWO Achilles, Université de Lomé, Togo ;
LY, Thierno, FLSH, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal;
MBAZOGUE-OWONO Liliane, École Normale Supérieure, Libreville, Gabon,
MOUSSAVOU Raymonde, École Normale Supérieure, Libreville/Gabon ;
NAO Aklesso, Institut Supérieur Don Bosco/Lomé, Togo ;
NDONG SIMA Gabin, École Normale Supérieure, Libreville, Gabon
NEBIE Alexis, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso ;
NIANG, Amadou Yoro, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal;
NIYA Gninneyo Sylvestre-Pierre, École Normale Supérieure Côte d'Ivoire ;
OUEDRAOGO Issiaka, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST, Burkina Faso ;
OUEDRAOGO P. Salfo, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso ;
SAMANDOULGOU Serge, CNRST, Burkina Faso ;
SANOGO Mamadou, Institut de Formation et Recherche Interdisciplinaires en Sciences de la Santé et de l'Éducation, Burkina Faso ;
SAWADOGO Timbila, École Normale Supérieure (Burkina Faso)
SEKA YAPI, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire ;
SIDIBE Moctar SIDIBE, École Normale d'Enseignement Technique et Professionnel ENETP, Mali ;
SOMDA Minimalo Alice épouse SOME, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST, Burkina Faso.
SOME Alice, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST, Burkina Faso ;
TCHAGNAOU Akimou, Université de Zinder, Niger ;

THIAM Ousseynou, FASTEUF, FASTEUF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal;
TONYEME Bilakani, Université de Lomé, Togo ;
TRAORE Ibrahima, Université de Bamako, Mali ;
YOGO Evariste Magloire, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso ;
ZERBO Roger, CNRST/INSS, Burkina Faso.

COMITÉ DE RÉDACTION

ATTA Kouadio Yeboua Germain, École Normale Supérieure (ENS) d'Abidjan, Côte d'Ivoire ;
BALDE Salif, Université Cheik Anta Diop, Sénégal.
BITEYE Babacar, FASTEUF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar/Sénégal ;
BONANE Rodrigue Paulin, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST, Burkina Faso ;
COULIBALY/BARRO Félicité, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
DIABOUGA Yombo Paul, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
DOUAMBA Jean-Pierre, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
ESSONO EBANG Mireille, École Normale Supérieure de Libreville, Gabon,
FAYE Emanuel Magou, FASTEUF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal ;
KOUAWO Achille, Université de Lomé, Togo ;
NAO Aklesso, Institut Supérieur Don Bosco/Lomé, Togo ;
NEBIE Alexis, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso ;
NIYA Gninneyo Sylvestre-Pierre, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
OUEDRAOGO P. Salfio, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso ;
SAMANDOULGOU Serge, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST, Burkina Faso ;
SAWADOGO Timbila, École Normale Supérieure, Burkina Faso ;
TCHAGNAOU Akimou, Université de Zinder, Niger ;
THIAM Ousseynou, FASTEUF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar/Sénégal ;
TRAORE Ibrahima, Université de Bamako, Mali ;
YABOURI Namiyaté, Université de Lomé, Togo.

Table des matières

| | |
|---|--------|
| KYELEM Mathias, | - 11 - |
| STRATEGIES D'ENSEIGNEMENT DANS LES COLLEGES ET LYCEES EN CONTEXTE DE PANDEMIE DE LA COVID-19 AU NIGER..... | 12 |
| <i>AGAISSA Assagaye, KOUAWO Candide Achille Ayayi</i> | 12 |
| RAPPORT AU SAVOIR DIDACTIQUE DES FUTURS ENSEIGNANTS D'ARTS PLASTIQUES ET D'ÉDUCATION MUSICALE DU CENTRE DE FORMATION PEDAGOGIQUE POUR LES ARTS ET LA CULTURE (CFPAC)..... | - 25 - |
| <i>HONVO Camille</i> | - 25 - |
| Butlen, D. (2005). Bilans de savoirs. <i>TRACeS de ChanGements</i> , (174), janvier - février https://www.changement-egalite.be/Bilans-de-savoirs consulté le 17/09/2022..... | - 37 - |
| LA REPRÉSENTATIVITÉ DES FILLES ET LEUR MAINTIEN DANS LES SÉRIES SCIENTIFIQUES AU BURKINA FASO..... | - 40 - |
| OUEDRAOGO P. Marie Bernadin, KABORE Bénéwendé Cathérine..... | - 40 - |
| LES DETERMINANTS DE L'ABANDON DES CENTRES D'ALPHABETISATION PAR LES APPRENANTS : CAS DE L'IEPP YOPOUGON SELMER (ABIDJAN) | - 52 - |
| <i>GOUDENON Martine Epse BLEY, CISSE Sakinatou- Lah</i> | - 52 - |
| L'INCLUSION PAR L'INVERSE POUR UNE REVOLUTION DE LA PENSEE ET DE L'ACTION: UNE EXPERIENCE REUSSIE DE L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE BOBO-DIOULASSO | 69 |
| <i>NIYA Gninneyo Sylvestre-Pierre</i> | 69 |
| LA PÉDAGOGIE DIFFÉRENCIÉE : UN LEVIER DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE AU SUD-OUEST DE MADAGASCAR..... | 80 |
| <i>CHADHOULI Bastoine</i> | 80 |
| LES OBSTACLES A L'ACQUISITION DE COMPETENCES OPERATIONNELLES EN FORMATION CONTINUE DANS LA CIRCONSCRIPTION D'ÉDUCATION DE BASE (CEB) DE OUAHIGOUYA II..... | 96 |
| <i>OUEDRAOGO Mangawindin Guy Romuald, OUEDRAOGO Hamadé Rodrigue</i> | 96 |
| PRATIQUES ENSEIGNANTES EN SYSTEME METRIQUE AU CE1 AU BURKINA FASO | 108 |
| <i>YAMEOGO Sotisse Michel, SAWADOGO K. Ismael,</i> | 108 |
| STRATÉGIES | 124 |
| KIENTEGA Paul, BONKOUNGOU Pelga | 124 |
| DIDACTIQUE DE VENTE ET ACTIVITÉS COMMERCIALES (VAC) : ANALYSE COMPARATIVE DES PRATIQUES DE CLASSE DANS LES LYCÉES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS AU BURKINA FASO..... | 147 |
| <i>ZINGUÉ Di</i> | 147 |

| | |
|---|-----|
| APPROCHE SOCIODIDACTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT-APPRENTISSAGE DES EXERCICES D'OBSERVATION AU COURS PREPARATOIRE : ENJEUX PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES | 160 |
| <i>OUEDRAOGO Youssoufou</i> | 160 |
| PERCEPTIONS DES ÉTUDIANTS DE LA QUALITÉ DE LA FORMATION ACADÉMIQUE REÇUE AVEC LES OUTILS NUMÉRIQUES : Une étude menée auprès des étudiants de cycle master de la Faculté des Sciences de l'Éducation de l'Université de Yaoundé 1. | 170 |
| <i>KENFACK LEMOGUE Giresse, NNGOULAYE Janvier</i> | 170 |
| <i>KONE Moussa, BAH Nomansou Serge, GBOKO Kobena Séverin</i> | 184 |
| L'IMPLÉMENTATION DE LA CLASSE INVERSÉE POUR L'ÉTUDE D'UNE OEUVRE INTÉGRALE EN CONTEXTE ÉPIDÉMIOLOGIQUE AU MAROC | 203 |
| <i>DARIF EL Bouffy Hakima</i> | 203 |
| LE TEMPS DE L'APPRENANT PEUT-IL ÊTRE REPRESENTATIF DE SON ACTIVITÉ DANS UN DISPOSITIF D'APPRENTISSAGE À DISTANCE ?..... | 222 |
| <i>SIA Benjamin</i> | 222 |
| EFFETS DU E-LEARNING SUR LES UTILISATEURS PENDANT LA CRISE À COVID-19 DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU CAMEROUN..... | 241 |
| <i>NYEBE ATANGANA, NONO TCHATOUO Louis Pascal, KINGNE NNGEGUIE Mireille Léa</i> | 241 |
| LES MANUELS SCOLAIRES AU BURKINA FASO. APERÇU HISTORIQUE D'UN FACTEUR DE QUALITÉ DE L'ÉDUCATION | 259 |
| <i>KABORE Amado</i> | 259 |
| LES ADAPTATIONS PHONÉTIQUE-PHONOLOGIQUES DES EMPRUNTS LINGUISTIQUES DU KISIEI AU FRANÇAIS DANS LA PREFECTURE DE GUECKEDOU | 274 |
| <i>SIMBIANO Aly Andre</i> | 274 |
| LES FIGURES DU DECROCHAGE UNIVERSITAIRE..... | 289 |
| ENQUÊTE AUPRÈS DES DECROCHEURS DU DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ OMAR BONGO..... | 289 |
| <i>BEKALE Dany Daniel</i> | 289 |
| APPORT DE L'ÉVALUATION FORMATIVE DANS L'APPROPRIATION DES CONCEPTS EN GÉOMÉTRIE DE L'ESPACE EN SECONDE SCIENTIFIQUE | 301 |
| <i>MOUSSOUNDA Yvette, OGOWET Liliane</i> | 301 |
| LA DISTANCE DANS L'ÉCOLE À DISTANCE LORS DU COVID-19 AU CAMEROUN : UNE TRADUCTION CONCEPTUELLE À PARTIR DU PODOKO..... | 310 |
| <i>BÉCHÉ Emmanuel</i> | 310 |
| SENS ET SONS DU COVID-19 DANS LES MILIEUX SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES AU CAMEROUN : ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉ DES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES TRADITIONNELLES | 324 |

| | |
|---|------------|
| LA QUESTION DE LA CONTRIBUTION DES ACTEURS DE L'EDUCATION DANS LES COLLEGES ET LYCEES INCLUSIFS DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU : CAS DES ELEVES DEFICIENTS VISUELS..... | 346 |
| <i>KABORE Sibri Luc, SOULAMA Coulibaly Zouanso, SANON Maïmouna</i> | <i>346</i> |
| INFLUENCE DE L'UTILISATION DES TIC SUR LA QUALITE DE LA CONTINUITE PEDAGOGIQUE EN PERIODE DE CRISE SANITAIRE AU CAMEROUN | 362 |
| <i>OWONO Marguerite Beyala</i> | <i>362</i> |

Editorial

Il y a tout juste neuf mois, le 23 mars 2022, le Réseau africain des chercheurs et enseignants-chercheurs africains (RACESE) était créé. Dès les fonds baptismaux, il annonçait, parmi les premiers chantiers importants, la création d'une revue scientifique en vue de remplir deux des missions inscrites dans sa charte : éclairer les débats éducatifs par un regard scientifique au service d'une amélioration continue de l'éducation et de la formation et conduire un travail de réflexion régulier sur les orientations, les enjeux, les défis des Sciences de l'Éducation. Ce projet a bien entendu été adopté avec enthousiasme par tous les membres au regard du faible espace dont disposent les chercheurs et enseignants-chercheurs en Afrique pour la diffusion de leurs résultats de recherches. Mais en même temps, sa réalisation représentait une véritable gageure pour un réseau qui venait de naître, qui posait la question essentielle d'une institution d'hébergement et qui jusque-là ne dispose que de faibles ressources. Pour qui connaît le contexte actuel des établissements d'enseignement supérieur et de recherche des pays concernés, tant de bonnes idées sont restées sans lendemain du fait de la faible disponibilité des personnes trop engluées dans les contraintes quotidiennes et dans la gestion de l'urgence et de l'imprévu pour laisser épanouir leur ingéniosité, leur créativité. Le RACESE a tenu bon et la conception de sa revue, la Revue Africaine des Sciences de l'Éducation et de Formation (RASEF), a pris tout juste neuf mois.

Les membres du RACESE éprouvent une fierté légitime et la partagent avec la communauté scientifique africaine et des autres continents. La RASEF, conformément à la charte du RACESE, est avant tout un espace de communications sur les problématiques qui touchent l'éducation et la formation en Afrique. Elle est tout aussi ouverte à la communauté scientifique internationale car, autant chaque pays a pâti du portait unique de l'éducation et de la formation qui lui a été imposé des siècles durant, autant confondre un système éducatif endogène à un système éducatif reclus sera gravement préjudiciable au continent. Le RACESE se met au cœur des préoccupations actuelles de l'éducation et de la formation qui, après près d'un siècle d'errances épistémiques et de tribulations, revient à petits pas sur les fondamentaux d'une éducation de développement et au développement : celle qui s'appuie sur un socle endogène solide, qui pose un regard critique sur les valeurs endogènes et les inscrit dans une véritable perspective progressiste. Écoutons les voix des pères et de Cheick Anta Diop en l'occurrence : « *La facilité avec laquelle nous renonçons, souvent, à notre culture ne s'explique que par notre ignorance de celle-ci, et non par une attitude progressiste adoptée en connaissance de cause* ¹ », nous dit-il.

Si les membres du RACESE se félicitent autant de la revue, c'est parce que leur réseau peut ainsi « participer à l'évolution des systèmes éducatifs actuels en proposant des solutions innovantes et en faisant progresser, grâce à la recherche, les façons de penser l'éducation et la formation ». La réalisation de cet élément de la charte du RACESE ne s'appuie seulement sur leurs productions scientifiques mais sur toutes celles publiées, pour leur portée et leur intérêt

¹ Anta Diop Cheikh (1979). *Nations nègres et culture : De l'antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique Noire d'aujourd'hui*. Présence Africaine.

scientifiques avérés. Pour sa première parution, les contributions ont été si nombreuses que le premier numéro est publié en deux volumes ; pour un coup d'essai, c'est un coup de maître. Les quarante-quatre articles publiés dans ces deux volumes ne représentent que la moitié des articles qui ont été reçus et instruits.

La très grande majorité des articles concerne des recherches portant sur la didactique et la pédagogie et touchent tous les cycles d'enseignement : primaire, post-primaire secondaire et supérieur. Quelques contributions reviennent sur les leçons tirées des dispositions prises en éducation et notamment des situations didactiques élaborées pendant la crise aiguë de la Covid 19. Toutes les disciplines scolaires classiques de la plupart des pays africains ont fait l'objet des études qui sont publiées dans ce premier numéro. Une mention particulière est à faire aux contributions portant sur l'éducation physique et sportive (EPS) pour leur intérêt et aussi parce que cette discipline est relativement émergente dans les recherches, particulièrement dans les pays d'Afrique de l'Ouest où elle ne dispose encore que peu de chercheurs, d'enseignants-chercheurs, de laboratoires et d'écoles doctorales. Le second volet de textes en termes de nombre est relatif aux politiques éducatives et notamment celles relatives aux filles, à l'orientation des élèves et à l'inclusion éducative. Les technologies de l'information et de la communication en éducation sont étudiées à la fois comme composante des politiques éducatives et comme outils permettant de bonifier l'enseignement et l'apprentissage.

Les articles publiés dans ces deux volumes sont d'un intérêt et d'une portée somme toute remarquables. Ils augurent d'une vivacité de la revue dont l'ensemble des équipes de réalisation est engagé à prendre toutes les dispositions pour être à la hauteur des attentes des chercheurs et des enseignants-chercheurs à travers une qualité scientifique plus renforcée à chaque numéro.

Il ne suffit pas de dire que l'Afrique est un continent d'avenir - ou mieux de l'avenir - pour qu'elle le devienne. Écoutons les voix des pères et de Joseph Ki-Zerbo en l'occurrence : « *L'éducation est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés* »². Le Réseau africain des chercheurs et enseignants-chercheurs africains (RACESE) et la Revue Africaine des Sciences de l'Éducation et de Formation (RASEF) se donnent pour projet de contribuer avec énergie à la construction de ce logiciel.

**KYELEM Mathias,
Directeur de Publication**

² Ki-Zerbo Joseph (2005). *La mesure du droit à l'éducation : Tableau de bord de l'éducation pour tous au Burkina Faso*. Editions KARTHALA

LES MANUELS SCOLAIRES AU BURKINA FASO. APERÇU HISTORIQUE D'UN FACTEUR DE QUALITE DE L'EDUCATION

KABORE Amado

Résumé

Le manuel a été toujours été au centre de l'éducation scolaire. C'est un outil essentiel pour un bon enseignement-apprentissage. L'histoire de l'éducation du Burkina Faso est jalonnée par des efforts d'approvisionnement des élèves et enseignants en manuels scolaires et pédagogiques par l'État et ses partenaires. Les premiers manuels utilisés furent ceux hérités de l'école coloniale française.

Les premières décennies après les indépendances ont été marquées par une politique d'approvisionnement axée sur l'importation des manuels scolaires. Mais, à la faveur de la réforme communautaire de 1979, les premiers manuels ont été produits sur place en Haute-Volta. C'est depuis 1986 que les manuels scolaires en usage au primaire sont édités et produits localement. Cet état de fait dénote d'un engagement politique en faveur des manuels scolaires.

Mots clés : Histoire de l'éducation, manuels scolaires, apprentissage, Burkina Faso

Abstract

The textbook has always been at the center of school education. It is an essential tool for good teaching and learning. The history of education in Burkina Faso is marked by efforts to provide students and teachers with textbooks and teaching materials by the State and its partners. The first textbooks used were those inherited from the French colonial school.

The first decades after independence were marked by a supply policy based on the importation of textbooks. However, with the community reform of 1979, the first textbooks were produced locally in Upper Volta. Since 1986, primary school textbooks have been published and produced locally. This state of affairs indicates a political commitment to textbooks.

Keywords: History of education, textbooks, learning, Burkina Faso

Introduction

Le présent papier a pour objectif de cerner le contexte d'évolution de la politique de production et d'approvisionnement des manuels scolaires au Burkina Faso. Il s'agit d'un travail axé sur une perspective historique devant permettre de comprendre les mutations du secteur des livres et manuels scolaires. En effet, l'analyse tient compte de la période allant de l'indépendance à 2015. Elle met l'accent précisément sur les supports pédagogiques et d'enseignement des cycles primaires, post-primaire et secondaire du système éducatif burkinabè. Par ailleurs, il est admis que les manuels scolaires quel qu'en soit la discipline ont contribué hier et participent encore aujourd'hui à la construction ou à l'invention idéologique, iconique, mémorielle, linguistique, culturelle de la nation. Il paraît important pour nous de revenir sur l'évolution de cet élément clef de l'enseignement.

Cette volonté se trouve soutenue par le constat qu'aujourd'hui, la plupart des activités menées dans le domaine de la promotion du livre sont axées sur l'élaboration de manuels destinés à l'enseignement. Pourtant les politiques nationales semblent timides à ce sujet. Alors, des manuels scolaires hérités du colonisateur à la mise en place du Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS), que peut-on retenir ? Comment ont évolué les politiques nationales en matière d'acquisition et de production des manuels scolaires au Burkina Faso ? Quels sont les enjeux réels de la politique des manuels scolaires ?

La méthode adoptée pour la rédaction de ce document repose sur l'analyse du contenu de documents tels que des conférences, des communications scientifiques, des documents d'archives et des articles scientifiques. Cette revue documentaire a été complétée par une enquête qualitative.

1. Méthodologie

Cet article est le fruit d'un travail minutieusement organisé. La méthodologie de travail a combiné deux (02) techniques de mobilisation d'informations scientifiques. En effet, nous nous sommes basés principalement sur un travail d'exploitation documentaire et des entretiens semi-structurés avec des personnes ressources. Il s'agit alors d'une recherche largement qualitative. En effet, une consultation de documents a été faite tout au long de la rédaction de l'article. Plusieurs ressources documentaires provenant de plusieurs sources ont par ailleurs été rassemblées et exploitées. Il s'agit essentiellement de rapports institutionnels d'organismes gouvernementaux et d'organisations non gouvernementales, mais aussi des articles de presse qui ont fait l'objet de vérification et de recoupement préalables, afin de s'assurer de la fiabilité des informations collectées.

Pour ce qui concerne les entretiens semi-structurés, ils ont été menés avec les responsables de l'administration scolaire (07), les représentants d'institutions internationales (03), les responsables d'ONG et d'associations de l'éducation (03), les éditeurs de manuels scolaires (03) et les élèves et étudiants (06). Au total, vingt-deux (22) personnes ont été enquêtées. Ces entretiens ont couvert quatre (04) régions du Burkina Faso à savoir le Centre, Centre Ouest, le Nord et le Plateau central. Les données collectées ont été manuellement traitées et exploitées

dans le cadre de ce travail. Pour ce qui concerne l'analyse, elle a été faite suivant le modèle d'analyse thématique centré sur les enjeux des manuels scolaires, l'évolution des manuels scolaires, les politiques publiques mises en place pour la promotion des manuels scolaires et les difficultés / limites.

2. Problématique

2.1. Les enjeux pédagogiques et didactiques des manuels scolaires

Dans un pays comme le Burkina Faso où la qualité de la formation des enseignants demeure une difficulté, les manuels scolaires constituent le principal support pour une éducation et une l'instruction de qualité. Selon I.B, « *sans manuels, difficile voire impossible d'enseigner les compétences, les concepts et les contenus prescrits par les programmes scolaires*⁴³ ».

En effet, face à l'insuffisance de sources d'information notamment en zones rurales, le manuel constitue la plus importante et parfois la seule source de contenu et d'information pédagogiques pour les enseignants. Dans ces lieux, pour les apprenants, les supports physiques sont presque les seules sources d'acquisition des savoirs. « *Nous n'avons pas Internet et de salle informatique. Seuls les livres et les romans sont nos sources de culture*⁴⁴ » déclare un scolaire du village de Manega/Oubritenga.

Aussi, très souvent, le manuel constitue-t-il la seule base de l'examen et de l'évaluation des acquis des élèves et des apprenants parfois même des maîtres et enseignants.

Outre ces enjeux purement pédagogiques, les manuels scolaires peuvent représenter une importance différence en fonction de la discipline (les disciplines scientifiques et les disciplines littéraires).

De l'avis de nombreuses personnes ressources et acteurs de l'éducation notamment les enseignants/tes, il existe un lien étroit entre performances scolaires et la disponibilité des manuels scolaires constituant ainsi un enjeu principal.

2.2. Les enjeux économiques (coûts) et financiers (financement) des manuels scolaires

Les politiques d'édition et d'approvisionnement des manuels scolaires impliquent des enjeux financiers et économiques.

Au plan financier, le marché de l'édition, de la production et de la distribution des manuels et fournitures scolaires a été pendant longtemps dominé par le secteur public. Les investisseurs privés se sont montrés absents dans le domaine de l'édition en général et des manuels scolaires en particulier. L'environnement institutionnel et juridique est jusque-là défavorable à des investissements privés plus importants. De nombreux facteurs liés principalement à la forte demande en livres, autres publications d'actualité expliquent cet état de fait. En plus, les populations disposent de peu de moyens pour acquérir des livres souvent à prix élevé. Cela conduit la plupart des lecteurs à recourir à des ouvrages de seconde main importés d'Europe.

⁴³ BB, Inspecteur de l'enseignement secondaire, enquêté le 12 août 2015 et mai 2022

⁴⁴ OT, élève en classe de 3^e au CEG de Manega dans la région du Plateau central, mai 2022.

En témoigne la présence de « *librairies par terre* » qui sont fréquentes dans les grandes villes du pays comme Ouagadougou et Bobo Dioulasso. Troisièmement, le papier importé est trop cher pour que l'impression soit rentable. Cela s'ajoute au manque de qualification du personnel éditorial.

Par conséquent, il revient à l'autorité étatique de mettre en place les conditions appropriées au développement d'une industrie nationale du livre et des manuels scolaires. Ces actions sont adressées aussi bien aux acteurs publics que privés. Pourtant, l'approvisionnement en manuels scolaires a nécessité la prise en compte de plusieurs considérations telles que la mobilisation des ressources, des dispositions juridiques et institutionnelles adéquates.

Du point de vue de la mobilisation des ressources, l'État a œuvré à dégager des sources de financement de l'édition, la production, l'approvisionnement des manuels et fournitures scolaires. Dès l'accès à l'indépendance du pays, une ligne budgétaire a toujours existé dans le compte des ministères en charge de l'éducation. Avec l'institution du service production des manuels scolaires au sein de Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation (MEBA) en 2001, un Fonds a été mis en place pour le financement des activités d'édition. En plus de ces actions, selon un commerçant privé de manuels scolaires à Ouagadougou, (H.K, interrogé en juin 2022),

« Il a fallu user de l'ingéniosité pour surmonter la contradiction interne d'une stratégie à la fois non commerciale et commerciale en poursuivant des objectifs qui semblent presque inconciliables. C'est pourquoi il est difficile de croire que l'approvisionnement en livres puisse être assurée et l'être durablement sans directives et intervention des pouvoirs publics ».

Même dans le cas où l'approvisionnement est totalement concédé aux privés, la réussite d'une telle entreprise est fonction de la politique décidée, de la volonté politique de l'appliquer et de la capacité de mobiliser les ressources nécessaires à cet effet.

Au plan économique, on note que sur le terrain, l'usage des manuels dans les classes engendre des coûts parfois énormes. Par ailleurs, on est en droit de se poser la question de savoir : « qui supporte les frais ? » Les élèves, les parents, l'école, l'État ?

Dans l'enseignement primaire, en général, il est nécessaire pour un élève : un livre de lecture et un livre de calcul pour les six (06) années. Pour chacune des trois dernières années un livre de sciences d'observation. Enfin, il est important d'avoir un livre de Géographie et d'Histoire pour chacune des deux (02) dernières années.

En moyenne vingt (20) livres par élève au primaire et en moyenne d'au moins trois (03) ouvrages par an et par élèves. Cette simulation peut être doublée et même triplée en ce qui concerne les élèves du post-primaire et du secondaire. Aussi, l'introduction de nouvelles disciplines ne sont pas sans conséquences sur les revenus des familles.

3. Résultats et discussion

3.1. L'histoire des manuels scolaires au Burkina Faso

« Jusqu'à la veille de l'indépendance chaque ancien territoire français disposait d'un crédit très important pour l'achat des manuels et fournitures scolaires. Longtemps avant les rentrées scolaires, les éditeurs français envoyaient au Gouvernement de chaque territoire des listes qui permettaient à chacun de regrouper les commandes. A ces commandes s'ajoutaient les dons du Secrétariat d'État aux Pays d'Outre-mer » (J. BRETON et al., 1993, p.15).

La décolonisation de l'Afrique a eu pour conséquence immédiate la problématique des manuels scolaires. En effet, les États nouvellement indépendants se sont retrouvés très vite face aux difficultés d'approvisionnement de supports d'enseignement et pédagogiques surtout face aux effectifs scolaires pléthoriques sans cesse croissants.

Surtout, la conférence d'Addis Abeba qui recommanda la nécessité d'africaniser les contenus devrait aboutir à la mise en œuvre de structures de production de manuels en Afrique. C'est alors que des États tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont réussi à mettre sur pied des structures de production de manuels scolaires.

Malheureusement, cela n'a pas été le cas pour tous les autres pays africains à l'instar de la Haute-Volta. Selon DAMIBA, il avait été constaté que l'installation de maisons d'édition sur place reviendrait très coûteuse pour le pays. C'est alors qu'il a été adopté la décision d'importer⁴⁵

L'État s'est vite retrouvé à des difficultés d'approvisionnement. La conséquence fut l'impossibilité pour l'administration scolaire de donner à chaque élève un livre de lecture et/ou de calcul. Les causes de cette pénurie sont-elles liées aux politiques d'approvisionnement en manuels scolaires ? Comment a évolué la politique éditoriale du manuel scolaire destiné aux nouveaux États africains francophones comme la Haute-Volta ? À quels prix ? Le tableau ci-après présente le répertoire de quelques manuels et livres scolaires en Haute-Volta avant la création de l'Institut Pédagogique du Burkina (IPB).

⁴⁵ DAMIBA, ancien Directeur de la planification du Ministère de l'enseignement en Haute-Volta, enquêté le 15 juillet 2015.

Tableau n°1 : Répertoire de quelques manuels et livres scolaires en Haute-Volta avant la création de l'Institut Pédagogique du Burkina (IPB).

| Éditeurs | Auteurs | Titres | Niveau | |
|---|--------------------------------|---|--------|--|
| EDICEF (Istra, Hachette, IPAM) | FRANÇAIS ET LECTURES | | | |
| | DAVESNE | Mamadou et Bineta | CP1 | |
| | | Le français élémentaire | | |
| | | Les premières lectures de Mamadou et Bineta | CP2 | |
| | | La famille Diavara : lecture au CE | CE1-2 | |
| | | La langue française au CM | CM | |
| | DAVESNE et GOUIN | Mamadou et Bineta sont devenus grands | CM | |
| | | Contes de la brousse et de la forêt | CE-CM | |
| | SENGHOR et SADJI | La belle histoire de Leuk le lièvre | CE | |
| | David (André) | Voix d'Afrique...Échos du monde : lecture | CM | |
| | IPAM | Je vais à l'école : méthode de lecture | CP | |
| | CALCUL | | | |
| | DAVESNE | Mamadou et Bineta apprennent à compter | CP1-2 | |
| | Collection "Étudions ensemble" | Étudions ensemble arithmétique, la géométrie et le système métrique | CM1-2 | |
| | IPAM | Calcul | CE-CM | |
| | SCIENCES | | | |
| | GREBERT | Hygiène et conseils divers pour les Africains de la zone tropicale | | |
| | IPAM | Sciences d'observation | CE-CM | |
| | GEOGRAPHIE | | | |
| | RUBON (R.), M. SACX | Mon pays la France-Le monde | CM | |
| NATHAN | HISTOIRE | | | |
| | BOUCHER Paule | Histoire et civilisation de l'Afrique noire | | |

Source : Source : BRETON J. et al., 1993, Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, p.22

L'analyse de l'histoire des manuels scolaires indique que le Burkina Faso a connu trois grandes périodes de manuels scolaires depuis son accession à l'indépendance.

La première période fut le prolongement de la période coloniale. Elle caractérisée par les livres édités par Istra et dont le principal auteur est Davesne. Ainsi, plusieurs ouvrages furent produits et édités dont chacun destiné à un pays ou un ensemble de pays bien déterminé. Mamadou et Bineta a été le premier livre de lecture pour les jeunes enfants de la Haute-Volta indépendante. Édité par Nathan, « Histoire et civilisation de l'Afrique noire » fut le livre d'Histoire utilisé en Haute-Volta jusqu'à la réforme des programmes de 1962. Par contre, les manuels scolaires scientifiques sont le fruit de l'éditeur IPAM (Institut pédagogique africain et malgache) depuis la réforme des contenus initié par la Conférence d'Addis Abeba jusqu'en 1986.

La deuxième période a été celle de la réforme communautaire introduite en Haute-Volta en 1979. En effet, des manuels scolaires avaient été produits pour la circonstance dans le but de répondre au besoin d'introduction des langues nationales dans l'enseignement primaire.

La troisième période qui est marquée par la production et l'édition des manuels en cours depuis 1986. Il s'agit principalement des livres « Lire au Burkina » conçus par des Burkinabè et édités par une structure nationale en l'occurrence IPB.

Nous constatons avec le tableau n°1 que les éditeurs qui pourvoyaient les colonies francophones d’Afrique en manuels furent essentiellement Français. Cependant, force est de constater que ceux-ci ne sont pas des philanthropes. Ce sont des firmes commerciales qui doivent faire du bénéfice. Une simple illustration comparative de prix pratiqué par les mêmes éditeurs et les mêmes manuels de même niveau permet de noter que ces entreprises n’étaient pas des philanthropes.

Le tableau 2 ci-dessus donne l’évolution des prix du manuel scolaire voltaïque en comparaison avec le manuel scolaire français.

Tableau n°2 : Évolution des prix⁴⁶ du manuel scolaire voltaïque en comparaison avec le manuel scolaire français

| Auteur | Livres | Niveau | Prix/Année | | | |
|----------|---|--------|------------|------|------|------|
| | | | 1969 | 1970 | 1971 | 1975 |
| DAVESNE | Mamadou et Bineta apprennent à lire et à écrire | CP1 | 5,5 | 5,5 | 5,8 | 6,8 |
| HOUBLAIN | Daniel et Valérie | CPA | 3,6 | 3,9 | 4,1 | 4,7 |

Source : BRETON J. et al., 1993, Les manuels scolaires de l’enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, p.25

Il s’agit d’une comparaison de deux manuels scolaires dont le premier était destiné exclusivement aux écoles africaines tandis que le second importé par certaines anciennes colonies telle que la Haute-Volta. Du point de la qualité, le manuel destiné à l’élève noir africain était conçu en noir-blanc contrairement à celui de son camarade français qui était imprimé en couleurs illustrées.

En effet, après l’indépendance et même jusqu’à une période pas très lointaine, le Burkina Faso a toujours eu recours aux maisons d’édition françaises dont les plus importantes sont Istra, Hachette, Nathan, Hatier, Larousse, Armand Colin, Bordas, etc. La situation est inchangée jusqu’à la réforme communautaire de 1979 et la mise en place de l’Institut pédagogique du Burkina (I.P.B).

3.2. Évolution de la politique d’approvisionnement des manuels scolaires

3.2.1. Analyse de l’évolution de l’édition des supports didactiques

Cette politique commune a été marquée par l’institution de commissions chargées de proposer des changements des disciplines (matières) concernées par la réforme. Afin de concrétiser au maximum, il a été créé par les Africains et en Afrique un instrument de conception des manuels scolaires. Il s’agissait précisément de l’IPAM.

Dans cet élan nationaliste, la Haute-Volta a initié une réforme dont les grands axes ont été la nationalisation des programmes. L’institut national de l’alphabétisation (INA) s’est vu au centre de la mise en œuvre de la phase expérimentale de la réforme de développement communautaire de 1979 à 1984. En effet, cette dernière structure fut chargée d’éditer des manuels pour les

⁴⁶ La devise utilisée était le Franc français (avant l’entrée en vigueur de l’euro).

premières années, cours préparatoire (CP). Et ce, principalement dans toutes les trois langues nationales retenues à savoir le *mooré*, le *fulfuldé* et le dioula.

A la fin d'année scolaire 1984, au terme de l'expérimentation de la réforme communautaire, le Conseil National de la Révolution (CNR) refusa sa mise en application effective, les manuels scolaires se sont retrouvés sans importance. Il fallait une fois de plus faire un recours exclusif aux manuels et fournitures scolaires importés, soutient qu'à ce début de la période révolutionnaire, les enseignant (e)s pratiquaient soit la méthode syllabaire avec le livre de lecture « Mamadou et Bineta » soit la méthode « CLAD⁴⁷ » avec le livre de lecture « Pour parler français » (K. SAWADOGO, 2003, p.25). C'est alors que les réflexions portèrent sur l'adoption de la méthode mixte. Cependant, les coûts élevés⁴⁸ de ces deux manuels importés constituait un handicap à son application effective sur le terrain et dans toutes les classes. C'est alors qu'une décision politique fut prise pour la création de l'Institut pédagogique du Burkina (I.P.B) en 1986.

3.2.2. La création de l'Institut pédagogique du Burkina (I.P.B)

Il a fallu attendre 19 ans après l'indépendance du pays pour voir naître la première structure publique ayant pour mission de produire des ouvrages et des fournitures scolaires au Burkina Faso. Concernant les manuels d'alphabétisation, leur production fut concédée à l'Institut national d'alphabétisation (INA). Ainsi il a été décidé de la production des manuels scolaires au Burkina Faso à partir de 1986. Et ce, dans le contexte sociopolitique particulier qui était marqué par la volonté de « *produire et consommer burkinabè*⁴⁹ ».

Ainsi, à la préparation de la rentrée 1986-1987, l'édition et la production des manuels scolaires du primaire fut alors confiées à l'I.P.B. Les documents d'apprentissage de la lecture au primaire ainsi produits sont intitulés depuis « LIRE AU BURKINA » pour le CP1, « Karim et Aïssa ». Pour un meilleur fonctionnement, un fonds de l'édition a été créé par Arrêté n°28-089/MEBA/SG du 92/07/1992. Son objectif était d'assurer à long terme un autofinancement de la production des manuels par cet institut. Ce fonds est alimenté par les produits de la vente des manuels, les frais de location, les droits d'auteurs payés versés par le Bureau Burkinabè du droit d'Auteur (BBDA), les subventions de l'État étaient évaluées à 6% du budget annuel du MEBA, etc. L'IPB a bénéficié également de ressources financières provenant de la Banque mondiale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan décennal de développement de l'enseignement post-primaire (PDEPP) (1991-1996), au total 1.766.000 manuels ont été achetés et distribués aux écoles, ce qui a élevé le rapport élèves-manuels à 1 pour 1 en mathématiques, sciences, Français

⁴⁷ Centre de Linguistique Appliquée (CLAD) de Dakar qui avait produit un livre de lecture dont l'application au Burkina Faso débuta à partir de 1971.

⁴⁸ Respectivement 2 500 et 3 000 FCFA.

⁴⁹ SOULAMA/COULIBALY Z, 2006, Production des manuels scolaires : L'expérience du ministère de l'éducation de base, in Lefaso.net, URL : [Production des manuels scolaires : L'expérience du ministère de l'éducation de base - leFaso.net](https://www.lefaso.net/production-des-manuels-scolaires-l-experience-du-ministere-de-l-education-de-base) consulté le 2 décembre 2022.

et science sociale. Le projet a également financé l'acquisition de 10.000 guides pédagogiques, 444 trousseaux pédagogiques pour les enseignants et les élèves, 50.508 livres de bibliothèque pour les bibliothèques (Banque mondiale, 2007, p.4).

Le projet a contribué à la mise en place d'un fonds roulant pour l'achat des manuels, qui à la fin du projet, avait 500 millions de F CFA en compte. Ce fonds est constitué en partie par le ministère, qui fournit 30 millions de F CFA par an, et par les fonds dérivés de la location des manuels aux élèves du public à 500 F CFA par livre par an (1 \$) et par la vente des manuels aux écoles privées.

Dans le cadre du Projet Éducation III, les objectifs en ce qui concerne les manuels scolaires ont été satisfaisants. La production des manuels en grande quantité par l'IPB a contribué à en réduire sérieusement les prix. L'appui du projet à l'École Nationale des Enseignants du primaire (ENEP) de Loumbila permet de former trois cent cinquante (350) Instituteurs par an.

3.2.3. La mise en place du Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS)

En 2011, l'État burkinabè a décidé de la création de structure spécialisée en charge des manuels et des fournitures scolaires : le Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNAMAFS). Ce service a été créé par le Premier ministre, 2012, DECRET n°2012-1106/PRES/PM/MESS/MEF portant approbation des statuts du CNAMAFS. C'est un établissement public de l'État (EPE) avec une autonomie de gestion. Placé sous la tutelle conjointe des Ministères chargé de l'économie et des enseignements secondaire et supérieur, le CNAMAFS a pour mission fondamentale :

- « - *l'appui à la conception des manuels et fournitures scolaires ;*
- *l'édition et la production des manuels et fournitures scolaires ;*
- *la gestion du Fonds d'édition des manuels du secondaire et la gestion de l'imprimerie du ministère ;*
- *la diffusion et la mise à disposition des établissements scolaires des manuels et fournitures scolaires»* (Premier ministre, 2012, p.2).

Pour une meilleure exécution des missions à lui assignées, le CNAMAFS a été doté de deux directions techniques avec des missions distinctes. La direction de la Gestion et du Suivi des manuels et fournitures scolaires (DGSMFS) et la direction de l'Édition et de la Production des manuels et fournitures scolaires (DEPMFS).

Les ressources du CENAMAFS sont formées par les subventions de l'État, les frais de location et de cession des manuels conçus ou produits par le centre, les droits d'auteur pour les manuels conçus ou produits par le centre, les dons et les legs (Premier ministre, 2012, p.9).

Les activités du CNAMAFS ont permis à l'État de lancer une politique de gratuité des manuels et des fournitures scolaires.

3.3. La gratuité des manuels et fournitures scolaires

Dans le souci de garantir une éducation pour tous à tous les enfants du Faso, les autorités politiques ont décidé de la gratuité des fournitures scolaires à partir de l'année scolaire 2007/2008.

La politique de gratuité est entachée de difficultés dans sa mise en œuvre effective. Entre autres difficultés, il y a l'approvisionnement tardif des établissements (écoles).

Ce retard constitue une entrave au bon déroulement de l'année scolaire dans de nombreuses écoles. Et de l'avis des acteurs cette situation est causée par la complexité des procédures de passation des marchés. Comme l'a affirmé un responsable chargé du transfert des compétences et des ressources financières au niveau du primaire dans la commune de Ouahigouya,

« Le mécanisme qui guide le choix des fournisseurs, c'est-à-dire les procédures de passation des marchés est un peu complexe. Ce qui provoque les retards dans la livraison. Si vous avez remarqué, ces deux dernières années, il y a eu du progrès. En 2009, la livraison a été effective en mars. En 2010 elle a eu lieu au cours du mois de décembre. Pour 2011, elle s'est effectuée pendant le mois d'octobre. Au vu des expériences que nous avons tirées les années précédentes, je pense qu'on pourrait le faire dès la rentrée prochaine si d'autres problèmes qui ne dépendent pas de nos compétences ne rentrent pas en ligne de compte⁵⁰ ».

La politique de gratuité a été marquée par la mise en place, en 2013, par arrêté ministériel d'un cartable minimum pour chaque élève. Il s'agit de l'Arrêté n°2013-24/MENA/MEF portant composition du cartable minimum des élèves et du contenu du fonctionnement courant des écoles de l'enseignement primaire au Burkina Faso.

Cet arrêté fixe les éléments matériels nécessaire pour chaque élève selon le cycle scolaire dans l'enseignement primaire.

Aussi, dans la mise en œuvre de la politique de gratuité, le transport des colis appartient à la Direction d'allocation des moyens spécifiques (DAMSE) du Ministère de l'éducation nationale (MENA) qui assure aussi le rôle de stockage, de distribution en fonction des besoins exprimés aux treize (13) Directions régionales de l'éducation et de l'alphabétisation (DRENA). Elle œuvre afin de les acheminer jusqu'aux Circonscriptions d'éducation de base (CEB) puis aux écoles.

3.4. Les efforts de gouvernance de la politique des manuels et fournitures scolaires

La politique nationale en matière de production de manuels a permis d'adapter les contenus d'enseignement aux réalités socio-culturelles des élèves. Aussi, a-t-elle participé à une baisse sensible des coûts de production car une partie du travail surtout de rédaction et de lecture est effectuée sur place. Une étude financée par le Groupe de la Banque mondiale indique que « *les éditeurs⁵¹ ont indiqué que, dans nombreux pays subsahariens, les libraires majorent le prix de détail officiel de 20 à 50 % pour augmenter leur rentabilité* » (B. FREDRIKSEN & S. BRAR, 2015, p.46).

⁵⁰ KN.G, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire mis à la disposition de la commune de Ouahigouya, enquêté le 14 août 2015

⁵¹ Il s'agit là des éditeurs étrangers résidant notamment dans les pays développés (Europe, Amérique du Nord surtout).

En plus, un accent doit être mis sur les critères d'octroi des marchés d'édition et d'acquisition de ces manuels et de fournitures scolaires. En effet, les procédures concurrentielles de passation des marchés doivent être privilégiées au détriment des celles basées sur le gré à gré. De l'avis de B. FREDRIKSEN & S. BRAR , (2015, p.44) « *la passation efficace et transparente des marchés de manuels nécessite une bonne supervision professionnelle* ».

Au Burkina Faso, une coopération étroite entre les autorités publiques en charge de l'éducation et les organisations de la société civile (syndicats de l'éducation, association et ONG) pourrait contribuer à limiter la corruption, à garantir les livraisons dans les délais requis et la qualité de ces outils indispensables de travail des élèves et des enseignants. La participation de la société civile de l'éducation paraît alors essentielle. En effet, on a toujours besoin d'un dispositif d'examen et de contrôle de la qualité des manuels et des matériels d'apprentissage utilisés dans les classes, pour en évaluer la pertinence, le contenu, la méthode pédagogique et l'efficacité, mais aussi pour veiller à ce que les matériels pédagogiques fournis correspondent bien à la politique voulue par le gouvernement. Cela participe aussi à un effort d'équipement des institutions en termes de fabrication et de distribution de manuels scolaires quand bien même l'édition publique reste toujours un stade embryonnaire. Donc incapable d'assurer des tirages en grand nombre. D'où la nécessité d'un renforcement de ses équipements et de ses compétences des acteurs.

4. Les difficultés/limites de la politique des manuels scolaires au Burkina Faso

4.1. Difficultés liées à l'insuffisance des manuels scolaires

4.1.1. La faible couverture des élèves et des enseignants en manuels et fournitures scolaires

La faible couverture des élèves et des enseignants en manuels et fournitures scolaires peut être stratifiées à plusieurs niveaux. D'abord, elles dénotent d'un déséquilibre mondial du marché du papier et de l'édition. La plupart des pays même en voie de développement disposent de moyens (humains, financiers et technologiques) de base nécessaire pour produire des manuels. Mais, la principale difficulté pour les pays comme le Burkina Faso se trouve au niveau de l'acquisition du papier. En effet, l'industrie du papier est entre les mains d'un petit nombre de pays industrialisés qui vendent le papier à des prix très élevés. Cela handicape la volonté d'implantation des industries d'édition locales. Un éditeur-imprimeur basé à Ouagadougou souligne que la véritable contrainte au développement de l'activité d'édition et d'impression est la cherté du prix du papier⁵² ». Cette cherté occasionne un coût d'édition-impression par page plus élevé. Parmi les difficultés liées à la pénurie des manuels, il y a le caractère unilatéral de ce commerce. Certains auteurs n'hésitent pas à lancer que « le commerce des livres a tendance à fonctionner à sens unique ; il consiste en exportations de livres des pays industrialisés vers les

⁵² O.H, Président Directeur Général (PDG) de Faso-édition, enquêté le 18 juillet 2015.

pays en développement⁵³ ». Cette situation n'est pas prête à s'améliorer au regard des relations subordination des pays en voie de développement surtout au plan commercial.

4.1.2. Les inconvénients des politiques adoptées pour pallier l'insuffisance des manuels scolaires notamment les livres d'apprentissage

Au regard du nombre insuffisant des livres disponibles par an, certains responsables au niveau central, déconcentré et même sur le terrain c'est-à-dire dans les établissements et les classes ont travaillé à rendre équitables ces outils combien précieux pour la réussite scolaire. C'est ainsi qu'ont été instaurées au Burkina Faso la politique « un livre par table ou pour plusieurs élèves », « la réutilisation des mêmes livres pendant plusieurs années ».

Ces politiques entraînent nécessairement des freins à certaines attentes pédagogiques à savoir :

- il y a une diminution conséquente du temps d'usage de chaque enfant dans le cas de l'affectation d'un seul manuel pour de nombreux élèves ;
- une limitation des apprentissages hors horaires de cours. Puisque le livre appartient à plusieurs élèves, le maître se voit dans l'obligation de le garder à l'école ;
- la confiscation des livres à la fin de l'année scolaire car ceux-ci doivent être réemployés l'année suivante par d'autres élèves. Cet acte prive les élèves d'un moyen important de révision pendant la période de vacances mais aussi au cours de leurs futures années de scolarité.

La dernière difficulté dont cette étude fait cas est la qualité des manuels scolaires nationaux.

A ce sujet, les critiques sont virulentes. En effet, malgré des initiatives de renforcement des capacités des acteurs de l'édition publique ministérielle précisément ceux du MENA et du MESS à travers la formation des rédacteurs et des lecteurs à travers des ateliers et séminaires, on relève encore des insuffisances dans la réalisation des manuels. C'est notamment des fautes récurrentes qui sont parfois mêmes relayées par la presse privée et publique.

4.2. Des difficultés liées à la politique de gratuité des manuels et du cartable minimum

Il est observé dans la plupart des CEB et communes visitées, une baisse des allocations, que les responsables expliquent par les événements socio-politiques que le pays a traversés. Il s'agit surtout de l'instabilité politique et institutionnelle. Par ailleurs, pour ce qui est de la quantité, le nombre d'élèves a augmenté alors que l'enveloppe allouée n'a pas changé. À cela s'ajoute la reconduction systématique des allocations dans certaines communes sans tenir compte de l'accroissement des effectifs. Un autre constat majeur qui se dégage est que dans la plupart des communes, les fournitures ont été livrées avec des retards et ne sont pas conformes aux échantillons présentés pour l'obtention du marché.

En effet la baisse des allocations crée un déficit par rapport au nombre d'enfants bénéficiaires du cartable. Il y a également que le retard (quasi général), dans la mise à disposition des cartables, ne permet pas aux élèves de suivre correctement les cours parce qu'à certains moments, ils ne peuvent pas participer aux exercices dû au manque d'ardoises, de cahiers pour recopier les leçons, de matériel de mathématiques, etc... La mauvaise qualité du

⁵³ UNESCO, Guide l'approvisionnement durable en livres, en ligne. Url : http://www.unesco.org/education/blm/guidecontent_fr.php , consulté le 15/09/2022

matériel et des fournitures livrés, quant à elle, limite la durabilité et l'utilisation optimale des acquisitions, toute chose qui hypothèque les apprentissages et « oblige » les parents à contribuer. Outre le cartable minimum, un autre problème très récurrent qui menace sérieusement les activités pédagogiques c'est l'insuffisance de manuels scolaires (livres de lecture, éveil, calcul et autres) qui se pose avec acuité dans de nombreuses communes.

Conclusion

Cet article a fait le tour de l'histoire des manuels scolaires au Burkina Faso. Il a mis l'accent sur les étapes clés et les grands enjeux du développement de la politique des manuels et fournitures scolaires au Burkina Faso depuis l'accession à l'indépendance du pays en 1960. Les étapes ont été marquées par une période d'héritage colonial des outils et moyens d'enseignement apprentissage (1960 -1982) à une période de privatisation du secteur (à partir des années 1988) en passant par une étape de volonté de produire et de consommer local (1983-1987).

En ce qui concerne les enjeux, ils sont d'ordre économiques (coûts) et financiers (financement) des manuels scolaires, politiques, culturels et sociaux.

Les efforts de gouvernance pour un meilleur approvisionnement des écoles en manuels scolaires ont été caractérisés par la création d'institutions ayant pour mission la production endogène des manuels, une politique de soutien des acteurs et régulation du secteur. Mais, si ceux-ci ont été salutaires ont rencontré quelques difficultés principalement d'ordre technique, financier etc. d'où le recours aux éditeurs étrangers.

Également, ce papier a permis de constater que les inégalités ne résident pas seulement dans l'accès aux connaissances mais aussi dans les possibilités d'y accéder. Aussi, il a permis de constater que bien que le manque de financement soit souvent considéré comme le principal responsable de la faible disponibilité de manuels dans nos États la pénurie de manuels est due en grande partie aux difficultés de financement.

Face aux énormes difficultés, l'une des perspectives consiste au recours à des éditeurs locaux. Cela devrait réduire les coûts des manuels et fournitures scolaires tout en garantissant les bénéficiaires. Au-delà d'un souci économique, s'ils sont produits localement, les manuels scolaires peuvent tenir compte des réalités culturelles, sociales et économiques locales.

Aussi, de plus en plus est-il recommandé de concevoir un livre unique pour chaque classe ou autant que possible un seul livre contenant tous les programmes du cycle ou encore un seul livre contenant tous les programmes de tous les cycles pour chaque discipline. Cette politique aura pour impact la conservation du livre durant tout le cycle et si possible au cours de toute la scolarité. Il se pourrait même que ce document puisse être conservé au-delà de la scolarité.

Références bibliographiques

- BRETON Jacques et al., 1993, Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans les pays francophones africains et malgache, Paris, ANSB, 47 p.
- BROSSARD Mathieu, FOKO Borel, 2007, Les acquisitions scolaires et la production d'alphabétisation de l'école primaire en Afrique : approches comparatives. Note thématique N°2, Pôle de Dakar. URL
- COMPAORE Maxime, 2012, Système éducatif burkinabè : L'historique de l'école retracé par le Dr Maxime Compaoré, Lefaso.net, Url : <https://lefaso.net/spip.php?article50724>
- CONFEMEN, 1995, L'insertion des jeunes dans la vie active par la formation professionnelle et technique, Document de réflexion et d'orientation, Dakar : CONFEMEN.
- CONFEMEN, 1999, Les facteurs de l'efficacité dans l'enseignement primaire : les résultats du PASEC sur neuf pays d'Afrique et de l'Océan Indien, Rapport de synthèse, Dakar : PASEC-CONFEMEN.
- CONFEMEN, 2000 Dynamique partenariale et qualité de l'éducation/formation, Document de réflexion et d'orientation. Dakar : CONFEMEN
- CONFEMEN, 2018, La qualité de l'éducation un enjeu pour tous. Constats et perspectives. Dakar : CONFEMEN
- Conférence des Ministres de l'Éducation des Pays ayant le Français en partage (CONFEMEN),, 1995, L'Éducation de base : vers une nouvelle école. Document de réflexion et d'orientation. Dakar : CONFEMEN.
- DRABO Yacouba Kouka, 1977, Politique et idéologie (s) des manuels scolaires en Haute-Volta, Bordeaux, Mémoire Maitrise, Sciences de l'éducation : Bordeaux 3
- FREDRIKSEN Birger et BRAR Sukhdeep, 2015, Fournir des manuels scolaires à tous les enfants d'Afrique subsaharienne. Stratégies de lutte contre leur cherté et leur faible disponibilité, New York, Groupe de la banque mondiale, 119 p.
- Groupe d'enseignants du Burkinabè, 1989, Livre de lecture 4^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 175 p.
- Institut pédagogique du Burkina, 1987, Livre de lecture 2^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 111 p.
- Institut pédagogique du Burkina, 1989, Livre de lecture 3^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 127 p.
- Institut pédagogique du Burkina, 1992, Livre de lecture 5^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 223 p.
- Institut pédagogique du Burkina, 1994, Livre de lecture 6^{ème} année, Ouagadougou, IPB/MEBA, 239 p.
- PEARCE Dominique, 1990, Guide pour la planification et la gestion des projets gouvernementaux de production de manuels scolaires : recherche des facteurs de réduction des coûts, Paris, Unesco, 128 p.
- Premier ministre, 2012, DECRET n°2012-1106/PRES/PM/MESS/MEF portant approbation des statuts du le Centre national des manuels et des fournitures scolaires (CNMFS).

- SANOUE Bernadette née DAO et al. (1998). Lire au Burkina, 1^{ère} année, IPB-MEN, 131 p.
- SAWADOGO Kadissa, 2003, Image de la femme et de la petite fille dans les manuels de lecture en vigueur dans les écoles primaires au Burkina Faso : écoles classiques/écoles bilingues, Diplôme d'aptitude à la recherche en éducation, Institut catholique de Paris, 181 p.
- SOULAMA/COULIBALY Zouanso, 2006, Production des manuels scolaires : L'expérience du ministère de l'éducation de base, in Lefaso.net. URL : [Production des manuels scolaires : L'expérience du ministère de l'éducation de base - leFaso.net](http://Lefaso.net/Production-des-manuels-scolaires-L'experience-du-ministere-de-l-education-de-base-leFaso.net)
- UNESCO, 1990, Déclaration Mondiale sur l'Éducation pour Tous, Paris, UNESCO
- UNESCO, 2005, Programme d'amélioration de la qualité par des manuels scolaires, Rapport final, Paris, 62 p.
- UNESCO, 2008, Comment promouvoir l'égalité entre les sexes par les manuels scolaires ? Guide méthodologique à l'attention des acteurs et actrices de la chaîne du manuel scolaire, Paris, Unesco, 98 p.
- VENDEVELDE Stef, 1994, Le manuel scolaire, investissement...ou gaspillage ? in Le Courrier n°148, novembre-décembre 1994, pp.65-71
- VERDELHAN-BOURGADE Michèle, et al., 2007, (coord.). Les manuels scolaires, miroirs de la nation ? Paris, L'Harmattan, 294 p.
- ZIDOUEMBA Dominique Hamidou, 2001, Le développement du livre en Afrique, in BIFAN, B, Tome 51, n°1-2, pp. 237-266